

Notice biographique de Jacques de Larosière de Champfeu

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/notice_biographique_de_jacques_de_larosiere_de_champfeu-fr-de3a668d-c9f1-40e2-9d67-b0c139468150.html

Date de dernière mise à jour: 08/07/2016



Notice biographique de Jacques de Larosière

Jacques de Larosière de Champfeu est né à Paris le 12 novembre 1929. Licencié es lettres et en droit, il est par la suite diplômé de l'Institut d'Études Politiques et intègre l'École Nationale d'Administration. À la sortie de l'ENA, il devient inspecteur adjoint (1958) puis inspecteur des finances en 1960. Au cours des années 1960, il mène une carrière «classique» de membre du corps de l'inspection des Finances: il est successivement chargé de mission au service de l'inspection générale des finances (1961), puis à la direction des finances extérieures (1963), à la direction du Trésor (1965). En 1967, il devient sous-directeur au Trésor et par la suite directeur adjoint puis chef de service au ministère de l'Économie et des Finances (1971).

À ce dernier poste, alors que Valéry Giscard d'Estaing est ministre des Finances des gouvernements Chaban-Delmas et Messmer sous la présidence de Georges Pompidou (1969-1974), il participe aux grandes négociations monétaires internationales qui se tiennent après la décision états-unienne de décrocher le dollar de l'or le 15 août 1971. Il est notamment membre de la délégation française à Washington lors de la conclusion des accords du *Smithsonian*, qui tentent de sauver le Système monétaire international pensé à Bretton Woods en 1944. Une nouvelle dévaluation du dollar en 1973 met fin à cet essai.

Directeur du cabinet de Valéry Giscard d'Estaing dans les mois qui précèdent l'élection de ce dernier à la présidence de la République française en mai 1974, il est ensuite nommé à la tête du Trésor. La France et ses partenaires européens essayent depuis 1969 de faire de l'Europe un îlot de stabilité monétaire. En 1972 est créé le Serpent monétaire et, en 1973, le Fonds Européen de Coopération Monétaire (FECOM). C'est insuffisant pour maintenir le franc dans le Serpent et les projets de coopération monétaires s'affaiblissent. Jacques de Larosière, s'appuyant en 1975 sur le rapport Marjolin, est alors lui-même plutôt sceptique quant aux possibilités d'une coopération monétaire poussée. La même année, il négocie avec son homologue états-unien Edwin Yeo une réforme du SMI, qui permet la conclusion des accords de la Jamaïque en janvier 1976 puis la réforme du Fonds monétaire international, dont Jacques de Larosière devient le directeur général en 1978.

À la tête du FMI, il est confronté, pendant la «décennie perdue» pour le développement (les années 1980), à une grave crise de l'endettement du monde en développement qui éclate au Mexique en 1983. En 1987, il remplace Michel Camdessus à la tête de la Banque de France et, par ce biais, revient aux affaires européennes: Jacques Delors, président de la Commission, préside en 1989 un Comité qui a pour mission d'étudier et de proposer les étapes concrètes devant mener à une union économique et monétaire, dont les membres sont, pour l'essentiel, les gouverneurs des Banques centrales des États membres de la Communauté économique européenne. Tout en s'assurant de ne pas être en porte-à-faux avec le président de la République, François Mitterrand, lors d'un entretien le 1^{er} décembre 1988, Jacques de Larosière s'accorde avec Karl Otto Pöhl pour proposer une future banque centrale européenne indépendante, malgré les réticences du Trésor français.

Après la publication du rapport du Comité Delors, la première phase de l'Union économique et monétaire est lancée. Les deux autres phases prévues par le rapport nécessitent la rédaction d'un nouveau traité, signé à Maastricht. Ce dernier reprend pour l'essentiel les mesures du Comité Delors: en 1993, peu de temps avant son départ pour la Banque européenne de reconstruction et de développement, Jacques de Larosière est ainsi lié à la grande réforme du statut de la Banque de France qui la rend indépendante du pouvoir politique.

De 1993 à 1998, à la tête de la BERD, Jacques de Larosière participe à la transition des anciennes Démocraties populaires d'Europe centrale et orientale vers l'économie de marché et ainsi, indirectement, à leur future adhésion à l'Union européenne.

Membre de l'Institut, administrateur de grandes entreprises françaises, conseiller de Michel Pébereau, président-directeur général de BNP-Paribas, il est aujourd'hui également membre fondateur et président de l'association Eurofi 2000 qui milite pour une meilleure intégration des marchés financiers européens. En outre, depuis 2007, il est devenu administrateur de deux institutions (la Stichting néerlandaise Nyse Euronext et le trust Nyse Group Trust I) gouvernant à la fusion d'Euronext et du New York Stock Exchange.